



GRÈCE

Dégage, Tina* !

David Angel

Une possible victoire de Syriza aux élections en Grèce pourrait redonner de l'espoir à tous ceux qui croient dans les alternatives à l'austérité. Ou ouvrir les portes à ceux qui proposent des solutions faciles.

La vieille Europe a peur. Elle n'a pas peur du nationalisme grim pant, ni des mouvements identitaires de toutes couleurs qui prospèrent. Elle n'a pas peur non plus des guerres qui hantent la planète, ni du chômage de masse. Elle a peur de la démocratie.

Jean-Claude Juncker a déclaré qu'il « n'aimerait pas que des forces extrêmes arrivent au pouvoir », et s'est par cette phrase directement immiscé dans la politique intérieure d'un pays.

Dans la même veine, la chancelière allemande Angela Merkel brandit l'épouvantail de la sortie de l'euro de la Grèce et le ministre des Finances déclare qu'il n'y a « aucune alternative » aux réformes engagées. Le Fonds monétaire international, une des trois composantes de la « Troïka », a suspendu le versement de la prochaine tranche d'aide à la Grèce en attendant le résultat des élections du 25 janvier.

Tsipras pourra-t-il réussir ?

La vieille Europe, celle des banques et des agences de notation, des conseillers fiscaux et des agitateurs du néolibéralisme déchaîné, a raison d'avoir peur. Non pas parce que le programme de Syriza, le parti de la gauche anti-austérité donné vainqueur aux élections anticipées, serait particulièrement radical. Le programme économique, plus empreint de keynésianisme que de marxisme, devrait d'ailleurs réjouir tout social-démocrate traditionnel.

Non, la vieille Europe ne devrait pas avoir peur du programme économique de Syriza. Ni de l'annonce d'une renégociation des conditions de remboursement de la dette du pays qui, selon Alexis Tsipras, devra se faire avec tous les partenaires européens. Ni même d'une possible sortie de la Grèce de la zone euro, voire de l'Union européenne - Syriza n'a nullement l'intention de quitter l'une ou l'autre.

La vieille Europe doit avoir peur de citoyens et de citoyennes qui oseraient reprendre en main leur propre

destinée, qui oseraient réclamer ce qu'on leur promet depuis la création de l'Union européenne : la paix, la démocratie et la prospérité pour tous.

Car, à la fin, c'est aux électeurs que les politiciens et politiciennes doivent rendre compte, et non aux marchés financiers, ni à la Troïka.

Si, à gauche - la vraie, pas celle qui s'est rendue obsolète depuis longtemps -, on promet des « lendemains qui chantent » avec l'arrivée au pouvoir de Syriza, la vigilance reste de mise : Tsipras trouvera - s'il est élu - des conditions du moins pas très favorables. Il devra probablement chercher des partenaires de coalition et trouver des compromis. Les défenseurs de la vieille Europe utiliseront tous les moyens à leur disposition pour le faire fléchir ou, le cas échéant, le discréditer à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Pourrait-il réussir ?

Si la victoire de Syriza aux élections du 25 janvier pourrait redonner l'espoir à tous ceux à travers l'Europe qui, entre la menace nationaliste et le consensus néolibéral, ne se retrouvent plus dans le paysage politique, la responsabilité est lourde cependant : un échec de la politique de Tsipras se traduirait probablement par un détournement des électeurs vers ceux qui proposent des solutions faciles.

Bien que la priorité soit donnée à la relance économique et à la fin de l'austérité, et ce à juste raison, il reste néanmoins d'autres questions auxquelles Syriza devra se confronter : quelle sera la solution apportée au problème des prisons, surpeuplées et délabrées ? Quelle sera l'attitude adoptée face aux problèmes environnementaux que connaît la Grèce, face à l'idée d'une transition énergétique ? Et puis : quel sera le sort réservé aux migrants qui arrivent par milliers et qui, jusque-là, étaient victimes d'un traitement des plus inhumains ?

A la société civile, aux mouvements sociaux, aux progressistes de Grèce et d'Europe de veiller à ce qu'une victoire électorale de Syriza se traduise par une transformation démocratique et durable de la société grecque. Et de jeter les fondements d'une telle transformation dans le reste de l'Europe.

* Tina fait ici référence à l'expression « There is no alternative », prononcée par Margaret Thatcher pour réfuter l'existence d'autres modèles que le néolibéralisme.

NEWS

Regierungskritik: Konzeptionslos und unsozial **S. 3**

REGARDS

Prison: La mauvaise réputation **p. 4**

1989-2014 Fin de l'histoire 2/2: La fin de la fin **p. 6**

Lithografie: Picassos Metamorphosen **S. 9**

Tourismus: Puzzle-Teile für einen nachhaltigen Urlaub **S. 10**

Peru: Gewinne privatisieren, Verluste sozialisieren **S. 12**